



La Banque Autrement
http://togo.coris-bank



2026

Coris Bank International,
partenaire de vos ambitions en

2026!



www.journal-lemedium.com

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0686 du 20 au 26 Janvier 2026- Prix : 250 F CFA



Fructueuse année

2026

Cher partenaire,

Au seuil de cette nouvelle année, je suis ravi de vous présenter à vous-même, à vos collaborateurs ainsi qu'à vos proches, mes sincères vœux de santé et de prospérité dans vos affaires.


Votre dévouement et votre sens de civisme fiscal participent à la réalisation de l'ambition de faire du Togo un carrefour stratégique de promotion des affaires et d'attractivité des investissements.

Puisse Dieu Tout Puissant renforcer ce partenariat dynamique et bénir vos activités.

Yawa Djiigbodi TSEGAN
Commissaire Général

OTR - Office Togolais des Revenus - OTR

MÉDIATION - CRISE DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS :



FAURE GNASSINGBÉ,

LE GÉOMÈTRE

3

P.3

**PRESIDENCE DU CONSEIL
DES MINISTRES D'AFRISTAT :**

LE TOGO PASSE LA MAIN

P.2



EDITO LAISSER COULER...



Dans la vie, il faut savoir raison garder et laisser couler le fleuve. Ce n'est toujours pas facile de vouloir faire ce vide en soi et de ne pas se faire trop de bile, de laisser faire.

Or, comme le pense si bien l'acteur Anthony Hopkins, il faut : " Laisser partir les gens qui ne sont pas prêts à t'aimer. C'est la chose la plus difficile que tu auras à faire dans ta vie et ce sera aussi le plus important ".

Nous devons arrêter d'avoir des conversations difficiles avec des gens qui ne veulent pas changer. Cessez d'apparaître pour les personnes qui ne nous intéressent pas.

C'est vrai que notre instinct est de faire tout ce qui est possible pour gagner l'appréciation de ceux qui nous entourent, mais c'est un élan qui vole notre temps, notre énergie, notre santé mentale et physique.

Quand nous commençons à nous battre pour une vie avec joie, intérêt et engagement, tout le monde ne sera pas prêt à nous suivre à cet endroit.

Crédo TETTEH



Récapissé

N°0465/29/10/12/HAAC

Adresse :

23 Rue Formatec, Agoè-Cacavéli
01 BP : 450 Lomé

Tél : +228 91538081

Courriel : lemedium2013@yahoo.fr

Maison de la Presse : Casier N° 78

N°RCCM : TG-LOM 2015A6516

NIF : 1000480972

N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur Général :

TETTEH Adjé K. Crédo

Directeur de la Publication :

WOUSSOU Kossi

Rédaction :

Crédo TETTEH

Ali Samba

Infographie : JPB

Impression : Saint Louis

Tirage : 2500 exemplaires

PRÉSIDENCE DU CONSEIL DES MINISTRES D'AFRISTAT : Le Togo passe la main

De 2024 à 2025, le Togo a assuré la Présidence du Conseil des Ministres de l'AFRISTAT, avec plusieurs avancées significatives. AFRISTAT a enregistré un taux d'exécution global de 70% sur la période 2024-2025, malgré un contexte difficile, marqué par des défis de mobilisation des ressources auprès des États membres et des partenaires internationaux, ainsi que par des contraintes sécuritaires dans la sous-région, affectant le pays abritant le siège de l'Observatoire et, par ricochet, certaines activités.

Sur le plan stratégique comme technique, la présidence du Togo au Conseil des Ministres d'AFRISTAT a permis d'enregistrer plusieurs avancées significatives, à savoir, la reconstitution du Fonds de l'institution arrivée à terme en 2025, la formalisation de l'approbation de la vision et des orientations stratégiques d'AFRISTAT pour la période 2026-2035, la formation ainsi que le Rebasage des comptes nationaux.

Ces différents aspects des acquis de la présidence du Togo ont constitué l'objet de l'audience que Sandra Ablamba Johnson, Ministre, Secrétaire Général de la



Paul-Henri Nguema Meye (DG) de l'AFRISTAT et Sandra Johnson

Présidence du Conseil de la République Togolaise a accordé le mardi 13 janvier 2026, à Paul-Henri Nguema Meye, Directeur Général de l'AFRISTAT. " Cette rencontre, qui marque la fin du mandat du Togo à la Présidence du Conseil des Ministres d'AFRISTAT (2024-2025), a permis de dresser le bilan des réalisations et de préparer une transition efficace ", a-t-on précisé. Edem A. Kétoglo, Conseiller Economique à la Présidence du Conseil et Monsieur Akoly

Gentry, Directeur Général (pi) de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED), ont également pris part à cette audience.

Sandra Johnson a salué l'engagement des équipes et rappelé l'importance d'accélérer la modernisation des systèmes statistiques nationaux, socle de politiques publiques, fondées sur des données fiables, et a réaffirmé la pleine disponibilité du Togo à accompagner AFRISTAT dans la

transition au profit de la Guinée équatoriale, appelée à assurer la Présidence pour la période 2026-2027. Car, au-delà de son assistance technique traditionnelle, l'Observatoire constitue un important acteur pour la coordination statistique et la mobilisation des ressources multiformes pour les systèmes statistiques nationaux et sous-régionaux. Son rôle de promotion des outils et des méthodes de production statistique harmonisées, qu'utilisent les statisticiens, contribue à rehausser la crédibilité de nos données statistiques vis-à-vis des partenaires au développement nationaux et internationaux.

Il est à rappeler qu'au cours du mandat du Togo, Sandra Ablamba Johnson, a présidé au nom du Président du Conseil, les travaux de la 32ème session ordinaire du Conseil des ministres de l'AFRISTAT par visioconférence. Au cours de cette rencontre, une résolution adoptée a procédé à la transformation du " Conseil scientifique " de l'AFRISTAT en " Comité scientifique " pour plus d'efficacité. Le Conseil avait aussi adopté la proposition de répartition du fonds AFRISTAT sur la période 2026-2035 dont la contribution attendue des États membres s'élève à douze milliards cinq cent deux millions (12 502 000 000) de francs CFA.

L'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT) comprend vingt-deux (22) États membres à savoir le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, le Cap-Vert, la Centrafrique, les Iles Comores, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Djibouti, le Gabon, la Guinée, la Guinée Bissau, la Guinée Equatoriale, le Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sao Tomé-et-Principe, le Sénégal, le Tchad et le Togo.



Soyez vigilants, ne vous faites pas avoir !

Pour toutes les ventes aux enchères en cours à l'OTR, **il est interdit :**

- de s'inscrire via whatsApp,
- de payer de frais via mobile money (Yas ou Moov money)



8201

POUR TOUTES
INFORMATIONS

Office Togolais des Recettes - OTR
FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

MÉDIATION - CRISE DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS : FAURE GNASSINGBE, LE GÉOMÈTRE

"Nul n'entre ici s'il n'est Géomètre !" nous apprend la sentence que Platon avait fait inscrire au fronton de son École, l'Académie.

Spécialiste des mesures de la terre et des calculs relatifs aux propriétés des figures dans l'espace, le géomètre est cette personne qui emploie les clés de compréhension du monde. Il s'évertue par ses tracés justes et parfaits à bâtir un monde dans lequel la concorde, la paix et l'harmonie demeurent les moteurs essentiels du vivre ensemble et du développement collectif.

Par Crédo TETTEH

Appliquer donc la géométrie aux efforts de médiation dans la crise dans la région des Grands Lacs, revient simplement à identifier le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, comme un parfait géomètre.

A Lomé, la semaine passée, Faure Gnassingbé a tracé le chemin en vue d'une résolution de la crise entre la RDC et le Rwanda. Ceci en présence et avec le concours d'éminentes personnalités africaines, notamment Mahmoud Ali Youssouf, président de la Commission de l'Union africaine, les parties prenantes et le panel des facilitateurs de l'Union africaine composé des anciens présidents Olusegun Obasanjo du Nigeria,



Viviane Van de Perre, Cheffe par intérim de la MONUSCO

Uhuru Kenyatta du Kenya, Mokgweetsi Masisi du Botswana, et des anciennes présidentes Sahle-Work Zewde d'Éthiopie et Catherine Samba-Panza de la République centrafricaine, et plusieurs autres acteurs impliqués dans ce processus de paix.

La rencontre stratégique visait à accroître les efforts de paix dans la région des Grands Lacs



Le Médiateur désigné de l'UA, Faure Gnassingbé, Président du conseil

en vue de trouver des compromis durables face aux fragilités du contexte régional et international.

" Nous sommes réunis aujourd'hui pour assumer pleinement nos responsabilités collectives. Cette Réunion de haut niveau intervient à un moment charnière. Nous ne sommes plus au temps des diagnostics répétés. Nous ne sommes plus au temps des déclarations, qui se superposent sans toujours se renforcer. La situation en République Démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs nous oblige à la cohérence de l'action "

avait déclaré Faure Gnassingbé

Les travaux de la réunion de haut niveau, qui ont eu lieu à Lomé, les 16 et 17 janvier 2026, ont accouché de grandes décisions à savoir : l'alignement sur le principe de la centralité de la Médiation conduite par la République togolaise, l'harmonisation de la compréhension et de l'appropriation du processus unifié de médiation à l'échelle africaine, l'alignement des acteurs autour de l'architecture révisée de la Médiation, l'adoption d'un document cadre de la Médiation, fondé sur l'état des lieux et l'analyse des dynamiques du processus de paix et l'adoption du Plan de travail des Facilitateurs en tant qu'instruments opérationnels, guidant l'action coordonnée du Panel.

ILS ONT DIT....

" J'ai salué l'importance du leadership africain dans ce processus et exprimé notre gratitude au Président Faure Gnassingbé pour son leadership, pour la participation des cinq facilitateurs, anciens chefs d'État à la réunion de Lomé. Nous pensons

qu'il est vraiment la troisième épaule pour trouver une paix durable. Les médiations de Washington, de Doha et l'Union africaine sont toutes essentielles pour trouver une solution dura-



Keith R. Gilges, reçu en audience par le Président du conseil, Faure Gnassingbé

ble "

Keith R. Gilges, Directeur du Bureau des Affaires de l'Afrique centrale du département d'Etat américain

" Je salue les efforts de Son Excellence Monsieur le Président du Conseil du Togo pour tous ses efforts, afin d'aider

le processus de médiation à s'unir, pour qu'on ait une réponse coordonnée et efficace à la très grave situation en RDC "

Viviane Van de Perre, Cheffe par intérim de la MONUSCO

" En parfait accord avec la médiation de l'Union africaine, portée par le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, Doha réaffirme sa volonté de travailler en étroite collaboration avec Lomé pour consolider les avancées du processus de paix et garantir une solution durable qui bénéficie à l'ensemble des populations affectées par la crise "

Ahmed Essa M. H. Al-Sulaiti, le représentant du Ministre d'Etat qatari

" Le Togo est connu pour sa stabilité et pour être un pays à l'avant-garde de la paix et de la stabilité. Il était donc tout à fait

naturel que je vienne, avec les facilitateurs de l'Union africaine pour la question de l'Est de la RDC, afin de consulter Monsieur le Président du Conseil, de recueillir ses orientations et de voir comment remettre l'initiative africaine et la médiation africaine au centre de l'action diplomatique. Le Président du Conseil est très engagé dans cette entreprise. Il voudrait que l'Afrique joue son rôle et il est le champion. Aujourd'hui médiateur de cette initiative, il a assumé cette responsabilité depuis avril 2025 et, la Commission et les facilitateurs vont faire justement, en sorte que le rôle de l'Afrique soit remis au centre de l'action diplomatique "

Mahamoud Ali Youssouf, président de la Commission de l'Union africaine.



Mahamoud Ali Youssouf, président de la Commission de l'Union africaine

Zozo

MARCHE FINANCIER REGIONAL : LE TRÉSOR PUBLIC TOGOLAIS COMPTE MOBILISER 463 MILLIARDS FCFA EN 2026

Pour le compte de l'année 2026 en cours, le Togo prévoit de lever sur le marché des titres publics l'Union-Titre, une enveloppe globale de 463 milliards de FCFA. Selon la loi de finances, exercice 2026, le Togo va lever sur le marché régional des titres publics, pour le compte de l'année 2026, une enveloppe de 463 milliards de FCFA, contre 332 milliards de francs CFA l'année dernière, soit une hausse de 39,5%. Pour y parvenir, des opérations de levées de fonds seront lancées, couvrant toute l'année, via des Bons Assimilables du Trésor (BAT) et d'Obligations Assimilables du Trésor (OAT).

Selon l'exécutif, les fonds mobilisés devront servir à financer en partie le budget de l'Etat, gestion 2026, qui s'équilibre en recettes et en dépenses à quelque 2.751,5 milliards de francs CFA.

@macite.tg

IDENTIFICATION BIOMETRIQUE : ZIO PREND LA MAIN À COMPTER DU 19 JANVIER

La campagne nationale de recensement biométrique dénommée "e-ID Togo", après la pause, va se poursuivre dans la région Maritime. Après les préfectures du Golfe et d'Agoué-Nyivé, et de la région des Savanes, c'est la préfecture de Zio qui sera à l'honneur à partir du 19 janvier prochain.

A compter du lundi 19 janvier prochain, les opérations de recensement de masses vont commencer dans la préfecture de Zio. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre de la campagne nationale d'enregistrement biométrique lancée par le gouvernement, dans l'objectif de ce projet financé par la Banque mondiale à hauteur de 72 millions de dollars (environ 41 milliards de francs CFA) via le programme WURL, vise à attribuer à toute personne physique, de nationalité togolaise ou résidant au Togo, un Numéro d'identification unique (NIU) sur la base de ses données démographiques et biométriques, avec pour finalité, notamment de faciliter l'accès ciblé aux services sociaux.

En prélude à cette opération dans le Zio, une rencontre d'information et de sensibilisation des acteurs locaux a eu lieu, le 14 janvier dernier, à Tsevié. Elle a pour finalité de favoriser une meilleure compréhension dudit processus, et d'assurer, par conséquent, une mobilisation effective des populations.

Notons que l'opérationnalisation du projet "e-ID Togo", intervient dans le contexte des engagements pris par le Président du conseil, Faure Esszimma Gnasienbé, durant la campagne présidentielle. Cela constitue un signal fort de sa volonté et de son engagement à poursuivre la politique d'inclusion socio-économique et financière pour le développement de notre cher pays.

Pour rappel, la phase pilote de ce projet a été lancée du 4 octobre au 4 novembre 2023, sur l'ensemble de l'étendue du territoire national. Dénommée "Proof of Concept", cette phase pilote permettra de tester les fonctionnalités de la plateforme d'enregistrement ainsi que les processus métiers, la génération des numéros biométriques, afin de s'assurer du bon fonctionnement technique des outils utilisés.

@macite.tg

OTR : 1338 MILLIARDS FCFA DE RECETTES FISCALES ATTENDUES EN 2026



Au Togo, pour l'année 2026, la contribution des recettes fiscales au budget de l'Etat sera de 1338,9 milliards FCFA. C'est le nouvel objectif annuel fixé par le gouvernement, selon les projections de la loi de finances, exercice 2026.

Ce montant représente une hausse de 10,8 % par rapport aux 1208 milliards FCFA assignés l'an dernier. Dans le détail, les impôts devront mobiliser 700 milliards, tandis que les douanes et droits indirects devront permettre de collecter 638,8 milliards FCFA. Ces ressources mobilisées auprès des contribuables devront représenter, selon les prévisions, environ 48,7 % du budget général annuel, projeté à 2751,5 milliards FCFA.

Pour parvenir à son objectif, l'Office togolais des recettes (OTR) devra poursuivre les réformes engagées ces dernières années. L'accent sera notamment mis sur le renforcement du civisme fiscal et la modernisation des procédures de collecte. La digitalisation des services, déjà en cours, devrait être accélérée afin de simplifier les démarches des contribuables et de réduire les délais de traitement.

Source : @Republique togolaise.com

CONSOMMATION :

La baisse continue de l'inflation confirmée en 2025

En 2025, la baisse continue du taux d'inflation depuis quelques années s'est confirmée. Selon l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEED), le taux d'inflation s'est établi à 0,4% en 2025 contre 2,9% en 2024, 5,3% en 2023 et 7,6% en 2022. Il explique que cette baisse est la résultante des efforts déployés au cours des trois (03) dernières années pour la stabilisation des prix et du cadre macroéconomique.

Les produits ayant le plus contribué à la baisse du taux d'inflation en moyenne annuelle (variation entre la moyenne de janvier à décembre 2025 par rapport à la moyenne de janvier à décembre 2024) sont entre autres : "Citrons" (-28,8%) ; "Sel de cuisine gros cristaux" (-27,1%) ; "Mangue greffée" (-27,0%) ; "Sorgho en grains crus vendu au bol" (-26,5%) ; "Haricot vert" (-26,0%) ; "Feuille de haricot" (-25,9%) ; "Viande fraîche de porc au kg" (-24,7%) ; "Gombo frais" (-23,8%) ; "Tomates rondes (pommes) locales" (-23,4%) ; "Piment rouge frais" (-19,8%) ; "Maïs blanc séché en grains crus vendu au grand bol" (-19,7%) ; "Piment rouge sec" (-18,9%).

"Les résultats ainsi obtenus, en termes de maîtrise du niveau général des prix et de stabilité macroéconomique en 2025 au Togo, sont les fruits d'une combinaison de mesures économiques proactives mises en œuvre par le gouvernement togolais, sous le leadership du Président du Conseil, dont la vision est l'amélioration des conditions de vie de la population. Parmi les mesures prises, se retrouvent le soutien à la production agricole, les politiques de stabilisation des prix des biens de grande consommation, les allègements fiscaux et soutien aux ménages, etc.", fait savoir l'Inseed.

En décembre 2025, la hausse de prix observée dans les divisions de consommation "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+9,4%) et "Restaurants et services d'hébergement" (+3,9%) atténuée par la baisse enregistrée pour la division "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-2,0%) ont entraîné une quasi-stabilité du niveau de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) par rapport à son niveau de décembre 2024.



Un panier de fruits

Au regard de la provenance, cette quasi-stabilité annuelle résulte de l'augmentation des prix des produits "locaux" (+1,1%), compensée par la baisse des prix des produits "importés" (-2,9%). Selon les secteurs, la progression des prix des produits du secteur "Tertiaire" (+0,9%) a été freinée par la baisse des prix des produits du secteur "Primaire" (-1,4%), contribuant ainsi à la stabilité du niveau général des prix.

Du point de vue de la durabilité, l'évolution annuelle du niveau général des prix est principalement portée par la hausse des prix des "Services" (+0,9%), ralentie par le repli des prix des produits "Non durables" (-0,4 %) et "Semi-durables" (-1,9 %). Enfin, selon l'origine, la stabilité annuelle s'explique par la hausse des prix des produits d'"Origine UEMOA" (+0,5 %), atténuée par la baisse des prix des produits d'"Origine hors UEMOA" (-1,0%).

En évolution trimestrielle

Comparativement à la situation de septembre 2025, le niveau général des prix en décembre 2025 a connu une hausse de 0,2%. Cette augmentation est principalement due à la progression de l'indice de la division de consommation "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+4,2%). Au regard des nomenclatures secondaires, et par rapport à l'état des produits, la hausse du niveau général des prix en variation trimestrielle est à mettre à l'actif de l'augmentation de prix des produits de l'Energie (+4,2%).

S'agissant de la provenance, cette variation trimestrielle s'explique par l'augmentation de prix des produits "Locaux" (+0,4%). La progression de prix des produits du secteur "Primaire" (+1,8%) a contribué à la hausse trimestrielle du niveau général des prix. Du point de vue de la durabilité, la hausse du niveau

général des prix en évolution trimestrielle est principalement induite par la progression du niveau des prix des produits "Non durables" (+0,7%).

Par rapport à l'origine, la progression trimestrielle s'explique par la hausse des prix des produits d'"Origine UEMOA" (+0,4%). Pour ce mois de décembre 2025, le taux d'inflation, calculé sur la base des indices moyens des douze derniers mois au niveau national, s'est établi à 0,4% contre 0,5% le mois précédent. Conformément à la méthodologie régionale dans l'UEMOA, le taux d'inflation du mois de décembre est celui de l'année sous revue. Ainsi, le taux d'inflation en moyenne annuelle de l'année 2025 se situe à 0,4% contre 2,9% en 2024.

Hausse de 0,3% sur le mois

Comparativement à la situation de novembre 2025 (évolution mensuelle), le niveau général des prix connaît une augmentation de 0,3%. Cette hausse est essentiellement due à la montée du niveau des indices des divisions de consommation "Restaurants et services d'hébergement" (+1,3%) et "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+0,4%).

La croissance du niveau des indices observée en décembre 2025 est imputable au renchérissement des produits suivants : "Plat de riz-haricot (ayimolou)" (+7,2%) ; "Plat de kom + poisson frit" (+4,5%) ; "Bouillie de céréale sucrée" (+3,4%) ; "Riz + sauce poisson" (+3,6%) ; "Plat de hokoumé + sauce poisson (1 plat)" (+3,6%) ; "Plat de haricot + gari" (+2,2%) ; "Maïs blanc séché en grains crus vendu au grand bol" (+5,2%) ; "Riz local longs grains vendu au bol" (+3,3%) ; "Riz importé longs grains vendu au bol" (+2,3%) ; "Huile de palme traditionnelle (zomi)" (+5,5%) ; "Akpala fumé (chinchard)" (+10,0%) et "Saloumon fumé" (+3,1%).

Calculé hors produits alimentaires, le niveau général des prix a connu une hausse de 0,3% sur le plan national. L'inflation sous-jacente (variation mensuelle de l'indice hors énergie, hors produits frais) a également connu une hausse de 0,3%. L'indice de prix des "Produits frais" a, quant à lui, augmenté de 0,5%. Au regard de la provenance, les prix des produits "Locaux" ont connu une hausse de 0,5%.

Du point de vue de la classification sectorielle, la hausse du niveau général des prix est due à celle des prix des produits du secteur "Tertiaire" (+0,5%). Pour ce qui est de la durabilité, la hausse observée provient essentiellement de l'accroissement des prix des "Services" (+0,5%) et des produits "Non durables" (+0,2%). Par rapport à l'origine, la progression mensuelle s'explique par la hausse des prix des produits d'"Origine UEMOA" (+0,4%).

ACQUIS DE LA FEUILLE DE ROUTE GOUVERNEMENTALE 2020-2025 : De bonnes bases pour un nouveau cycle de développement

Depuis son adoption, la Feuille de route gouvernementale 2020-2025 s'est imposée comme le moteur de l'action publique au Togo. Portée par une vision ambitieuse, elle a orienté les politiques et les projets de l'État vers un développement équilibré, inclusif et durable, plaçant les citoyens au cœur de chaque initiative.

Conçue comme un outil de référence, la Feuille de route a défini des axes prioritaires pour la croissance économique, l'amélioration du cadre de vie et la cohésion sociale. L'ensemble des ministères et institutions ont œuvré de concert pour traduire ces orientations en actions concrètes, transformant des ambitions en résultats palpables sur le terrain.

Dans le domaine de la santé, le Togo a poursuivi l'extension de l'assurance maladie universelle (Amu), intégrant de nouvelles couches sociales et renforçant la protection des populations vulnérables (2,4 millions de personnes touchées au total, chiffres officiels communiqués en début d'année 2025). Les infrastructures sanitaires ont été modernisées, des campagnes de prévention ont permis d'atteindre un nombre croissant de bénéficiaires dans tout le pays.



Éducation, infrastructures et services publics : le développement au quotidien

La Feuille de route a également placé l'éducation au centre des préoccupations, avec la construction et la réhabilitation d'écoles, la formation continue des enseignants et la fourniture de matériels pédagogiques adaptés. Selon des estimations faites, plus de 70 000 enseignants sont comptés pour les cycles préscolaire, primaire, premier cycle du secondaire (collège) et le second cycle du secondaire (lycée). Ces efforts massifs visent à garantir à chaque enfant l'accès à un enseignement de qualité, condition sine qua non de l'épanouissement individuel et collectif.

Les services publics, de plus en plus digitalisés, ont été transfor-

més pour faciliter le rapport entre administration et administrés. Que ce soit pour l'énergie, l'eau, la fiscalité, les services d'identité, etc., les populations bénéficient désormais d'une administration plus réactive, plus transparente et plus proche de leurs besoins quotidiens.

Sur le plan des infrastructures, le Togo a investi massivement, modernisant les axes principaux tout en améliorant l'accès aux villages et aux zones reculées. Cette politique de désenclavement favorise l'intégration économique et sociale des territoires et renforce la cohésion nationale.

Au-delà des réalisations matérielles, la Feuille de route 2020-2025 a soutenu la consolidation de la paix et de l'unité nationale. L'accent a été mis sur le dialogue,

la concertation et la participation citoyenne, permettant aux Togolais de se sentir pleinement impliqués dans le processus de développement et de voir leur voix respectée dans les décisions qui les concernent.

Un impact économique et social mesurable

Les résultats obtenus témoignent de l'efficacité de cette planification : croissance économique en hausse (environ 6,2/6,4 % en 2023 et autour de 6,5 % en 2024), croissance soutenue du secteur privé, création d'emplois, amélioration des conditions de vie, extension des filets sociaux et renforcement des capacités institutionnelles. Ces progrès contribuent à un développement tangible, qui bénéficie à toutes les couches de la population et instille un sentiment de confiance et d'optimisme.

Alors que la Feuille de route 2020-2025 touche à sa conclusion, ces acquis jettent les bases d'un nouveau cycle de développement. Les enseignements tirés de sa mise en œuvre éclairent déjà les orientations à venir, assurant que le Togo poursuive sa marche résolue vers la prospérité, la justice sociale et l'inclusion.

TOGO/GOUVERNANCE :

Une vision équilibrée du progrès

L'avenir du Togo ne rime pas avec attente, mais anticipation. L'année 2025 achevée, l'action publique se projette vers 2026 avec une ambition : faire du budget de l'État un véritable levier de bien-être collectif, de justice sociale et de croissance partagée. Loin d'un simple exercice comptable, la loi de finances se dessine comme un pacte de solidarité entre la nation et ses citoyens.



Le Casef de Lomé

Togolais un accès digne aux soins essentiels.

Chiffres dévoilés

Le 17 décembre 2025, le Conseil des ministres a examiné et adopté le projet de loi de finances rectificative, exercice 2025. Ce projet de loi nécessitait une "actualisation des prévisions budgétaires initiales afin de garantir la sincérité et la transparence dans la gestion des finances publiques", précise le gouvernement.

Les recettes budgétaires sont donc révisées à 1 472 milliards de francs CFA. Elles sont donc en baisse de 1 % par rapport à la loi de finances initiale. S'agissant des

dépenses, elles sont portées à 1 717,1 milliards de francs CFA, en hausse de 2,3 %. Ainsi, le budget rectifié s'équilibre à 2 436 milliards de francs CFA, soit une augmentation de 1,6 %.

Pour 2026, comme adopté le 9 décembre 2025 par les députés, le budget est arrêté à 2 751 milliards de francs CFA, ce qui traduit une hausse supérieure à 10 %, comparé à 2025. L'État prévoit donc une croissance de 6,5 % pour 2026, au-dessus donc des perspectives dans l'espace Uemoa et Cedeao.

Les dépenses à consacrer à la santé, à l'éducation et à la protection sociale représentent près de 48 % du budget total. La part dédiée à

la transformation économique bondit de 29,3 %, une aubaine de développement pour les secteurs porteurs tels que l'agriculture, l'industrie, le numérique...

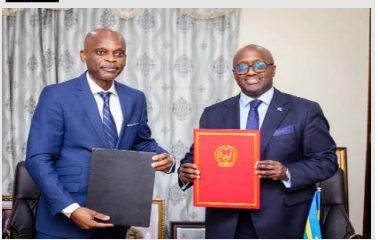
Une solidarité traduite en investissements

La solidarité budgétaire au Togo se matérialisera dans la nouvelle année par des investissements structurants destinés à améliorer durablement les conditions de vie. Routes, infrastructures scolaires et sanitaires continueront de bénéficier d'allocations substantielles afin de réduire les disparités territoriales.

En investissant dans les zones rurales comme dans les centres urbains, l'État affirme une vision équilibrée du progrès. Chaque territoire est appelé à devenir un espace d'opportunités et non un angle mort des politiques publiques.

Le budget 2026 s'inscrit également dans une dynamique de gouvernance renouvelée. Ainsi se dessine un avenir où le budget devient plus qu'un document financier : un instrument de confiance, un outil de justice et une promesse tenue envers la nation.

Zozo



LE TOGO ET LE RWANDA SIGNENT UN ACCORD D'EXEMPTION DE VISAS

Les citoyens togolais n'auront plus besoin de visa pour se rendre au Rwanda. Les deux pays ont en effet signé, le vendredi 16 janvier à Lomé, un accord d'exemption de visa permettant aux détenteurs de passeports de toutes catégories de voyager librement.

L'acte a été scellé par le ministre des affaires étrangères, Robert Dussey, et son homologue, Olivier Nduhungirhe, en marge de la réunion de haut niveau tenue à Lomé et consacrée à la consolidation du processus de paix dans la région des Grands Lacs. Pour les deux pays, il s'agit d'une nouvelle étape dans le renforcement des relations, qu'entretient Lomé et Kigali depuis plusieurs années dans des domaines variés.

Pour rappel, le Togo dispose d'accords d'exemption de visa avec plusieurs autres pays dans le monde.

Source : @Republiquetogolaise.com

ENVIRONNEMENT : LE TOGO HARMONISE SES METHODES D'INTERVENTION



Au Togo, les efforts visant à améliorer la gouvernance environnementale s'intensifient. Une rencontre consacrée à l'harmonisation des outils et méthodes d'intervention des services déconcentrés du ministère de l'environnement, des ressources forestières, de la protection côtière et du changement climatique a démarré le jeudi 15 janvier à Lomé.

L'initiative, qui bénéficie de l'appui de l'Union européenne (UE), vise à renforcer les compétences des acteurs et à établir des outils communs pour une action plus cohérente et efficace sur le terrain. Elle s'inscrit dans une dynamique de consolidation de la politique environnementale et traduit l'engagement du gouvernement à mieux protéger les ressources naturelles face aux défis climatiques.

Pendant deux jours, les participants, notamment les directeurs régionaux, préfectoraux et les conservateurs des aires protégées nouvellement nommés, sont outillés sur les orientations stratégiques du ministère, les normes opérationnelles en vigueur et les bonnes pratiques à adopter dans l'exercice de leurs fonctions. Les échanges permettent également de favoriser le partage d'expériences entre responsables issus de différentes régions du pays.

À terme, la démarche contribuera à mieux gérer les écosystèmes fragiles, à promouvoir une exploitation durable des forêts et des zones côtières et à accroître la confiance entre les institutions publiques et les communautés locales.

Source : @Republiquetogolaise.com

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : POSTULEZ POUR DES BOURSES D'ÉTUDES DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Au Togo, les candidatures sont ouvertes pour les programmes de bourses d'études de la Banque islamique de développement (BID) au titre de l'année académique 2026-2027, a annoncé le ministre délégué en charge de l'enseignement supérieur.

Ces bourses s'adressent aux étudiants désireux de poursuivre des formations de licence professionnelle, de master en sciences, ainsi que des études doctorales et des recherches postdoctorales dans les domaines liés aux technologies avancées. L'initiative vise à soutenir le renforcement des compétences et à promouvoir l'excellence académique.

Les candidatures doivent être soumises exclusivement en ligne, via la plateforme dédiée. La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 31 janvier 2026.

Pour rappel, la Banque islamique de développement intervient au Togo dans plusieurs domaines.

Source : @Republiquetogolaise.com

IN LOVING
*Memory of*76^{ème}
année

Veuve MENSAH Francine Chérifatou
née ADAMS dite «*Jeune fille teint clair*»
Rappelée à Dieu le 05 janvier 2026

PROGRAMME DES OBSÈQUES

Vendredi 06 Février 2026

18h 30 : Veillée de prières et de chants dans la maison mortuaire

Samedi 07 Février 2026

10h: Enterrement au cimetière de Yokoè

Maison mortuaire :

Maison MENSAH à Adidogomé Amadahomé.
Venant des rails en direction de la Maison des Jeunes, à gauche à l'angle de l'Église YÉSU LÉAGBÉ, 2^{ème} à droite, puis 1^{ère} à gauche.



Fructueuse année **2026**

Cher partenaire,

Au seuil de cette nouvelle année, je suis ravie de vous présenter à vous-même, à vos collaborateurs ainsi qu'à vos proches, mes sincères vœux de santé et de prospérité dans vos affaires.

Votre dévouement et votre sens de civisme fiscal participent à la réalisation de l'ambition de faire du Togo un carrefour stratégique de promotion des affaires et d'attractivité des investissements.

Puisse Dieu Tout Puissant renforcer ce partenariat dynamique et bénir vos activités.

Yawa Djigbodi TSEGAN
Commissaire Général



*Coris Bank International,
partenaire de vos ambitions en*

2026!

La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>

